

LA PARABOLE DES AVEUGLES

Marine Le Pen aux portes de l'Élysée

d'Aquilino MORELLE

GRASSET
8 Novembre 2023

Quatrième page de couverture :

Finaliste aux élections présidentielles de 2017 et 2022, devenue la candidate des classes populaires, du monde du travail, des chômeurs aussi, débarrassée de son père et du fatras antisémite et xénophobe qui était le sien, progressant dans toutes les catégories sociales et dans tous les territoires, Marine Le Pen est désormais considérée comme la favorite pour le scrutin de 2027. Comment en est-on arrivé là ?

Analyser de manière précise et sur le long terme les étapes de la propagation du vote FN/RN en France, plus divers et complexe qu'on ne le caricature, comprendre qui furent les premiers responsables de cette situation inédite, puis esquisser la voie – étroite – pour barrer le chemin de Marine Le Pen vers l'Élysée : telle est l'ambition de cet essai implacable, riche d'une culture historique et politique rare et d'un style étincelant.

Les « aveugles » du titre ne sont pas nos concitoyens exaspérés qui croient aux promesses du RN, et auxquels on n'oppose que condescendance, mépris et leçons de morale contre-productives : ce sont les mauvais bergers qui ont trompé le peuple sur la question européenne, la question migratoire et la question sociale.

Tendu par François Mitterrand dès son tournant fédéraliste caché de mars 1983 et sa promotion tactique du parti de Jean-Marie Le Pen, le piège du FN/RN est en train de se refermer sur Emmanuel Macron : privée de l'oxygène de la vérité depuis quarante ans, la France suffoque, se débat sans débattre, enserrée dans une carapace de non-dits.

Il reste un peu plus de quarante mois avant la prochaine présidentielle : c'est peut-être trop peu, sauf si l'on tient aux Français un discours de vérité brutal et salutaire. Car il y a pire que de ne pas voir : choisir, par cécité volontaire et confort intellectuel, de ne pas vouloir voir...

Conseiller politique de Lionel Jospin Premier ministre et de François Hollande président de la République, Aquilino Morelle est l'auteur de L'abdication (Grasset, 2017) et de L'opium des élites, comment on a défait la France sans faire l'Europe (Grasset, 2021). Issu d'une famille ouvrière et immigrée, pur produit de l'assimilation républicaine, c'est au nom de tous ces « gens de peu » oubliés, trahis et abandonnés qu'il s'exprime ici.

Il y a environ deux ans, j'ai présenté dans cette rubrique « L'image et/ou la réflexion du mois » le précédent livre d'Aquilino Morelle, « L'opium des élites ; comment on a défait la France sans faire l'Europe ». « La parabole des aveugles » en est d'une certaine façon le prolongement et l'approfondissement.

Étant donné certes l'importance des enjeux actuels présentés dans ce livre mais aussi et surtout la finesse et le courage de l'analyse que fait Aquilino Morelle, la présentation de ce livre s'est imposée à moi.

Pour en faire goûter le grand intérêt, je propose ci-après des extraits autour de trois thèmes : d'abord, celui de l'Europe, qui occupe sur ce site une place privilégiée, et deux thèmes qui n'en font qu'un puisque tous deux traitent du terrorisme intellectuel dont fait preuve la bien-pensance pour disqualifier et faire taire tous ceux qui ne lui sont pas moralement et politiquement conformes ; thèmes auxquels je donne pour titres « les "fachos" et les "populistes" ne sont pas ceux qu'on croit », et « et que ceux-là cessent de dire que "c'est plus complexe" ».

I- L'EUROPE

Premier extrait, pris dans le chapitre II, « Le grand tournant ».

Approfondissant sa dérive idéologique, cette gauche irait plus tard jusqu'à ériger une nouvelle figure, celle de la victime racialisée « non blanche », revendiquant pour elle la « non-mixité » comme un droit, aboutissant ainsi, dans un même essentialisme stupide et mortifère, à une position ségrégationniste de fait – celle des racistes blancs...

Dans le même temps où elle était vantée comme désirable, l'immigration fut déclarée inévitable, au nom de la « mondialisation », alors balbutiante mais prônée par ces sphères dirigeantes. Le monde « ne faisant désormais plus qu'un », les hommes avaient dorénavant le droit non seulement de circuler – à l'image des marchandises ou des capitaux parcourant la planète librement – mais de s'installer là où ils le souhaitaient, imposant de ce fait leur volonté aux États. La mondialisation elle aussi n'était qu'une seule et même réalité et ses dimensions – économique, financière, humaine – étaient indissociables. Or c'est précisément cette mondialisation – cette globalisation, pour être exact – que François Mitterrand et les « socialistes » qui l'entouraient avaient mise en branle.

Le « grand dessein » : les « États-Unis d'Europe »

Comme tous les hommes politiques, François Mitterrand avait dû apprendre à composer avec la réalité, qui vous échappe et ne vous prévient pas de ses coups du sort : la *Fortuna* de Machiavel est libre de faire monter ou descendre sa roue à sa guise et elle ne se prive pas de ce plaisir.

Il lui avait donc souvent fallu, au cours de sa longue carrière de politicien ondoyant, s'adapter et adopter des postures à même de rendre compte *a posteriori* d'évolutions et de faits politiques l'ayant pris de court et désorienté, ou qu'il avait combattus de toutes ses forces avant de s'y résoudre ou de s'en accommoder. Ainsi de la décolonisation – il se montra toujours « irréductiblement opposé au concept d'indépendance, pour les TOM, la Tunisie et le Maroc » et « restera tout au long de la IV^e République un adversaire résolu de l'indépendance, même pour les protectorats d'Afrique du Nord » (Cayrol) ; ainsi de l'Algérie française – dont il fut un partisan acharné ; ainsi, également, de la V^e République, qui mit fin à un régime dont il était devenu l'incarnation – il fut « de toutes les combinaisons, de tous les cabinets ou presque » –, et qu'il combattit féroce avant de s'y couler avec délice ; ainsi enfin de la réunification allemande – qu'il n'avait ni comprise ni anticipée. Il y a une question sur laquelle, en revanche, il n'a jamais varié : « l'Europe »².

Derrière ce mot fourre-tout et son évocation de la belle princesse phénicienne enlevée par Zeus, selon la mythologie grecque, qui donna son nom à notre continent, se cachait un projet politique précis : le fédéralisme. Un projet voulant construire, sur le modèle des États-Unis d'Amérique, un État fédéral européen, chapeautant et

1. Pierre Vianson-Ponté, *Le Monde*, 1^{er} septembre 1965.

2. À propos du « tournant de 1983 » et ses conséquences politiques, je me permets de renvoyer à mon ouvrage, *L'Opium des élites* (cf. Repères bibliographiques du chapitre III), dont les développements qui suivent sont repris.

supplantant les États membres. Visant, aussi, au bout du compte, à forger une nation nouvelle – la « super-nation » rêvée par José Ortega y Gasset – par la fusion des nations européennes actuelles qui résulterait de leur « union sans cesse plus étroite » proclamée par les traités communautaires ; des nations qui en disparaîtraient ou seraient ramenées au rang des « nationalités » du XIX^e siècle au sein de l'Empire austro-hongrois – l'empire constituant précisément la forme contemporaine la plus souvent revendiquée du fédéralisme européen –, de sympathiques et folkloriques entités culturelles, vidées de toute substance politique. Fédéraliste de toujours, François Mitterrand voulut à toute force relancer l'engrenage enclenché en 1951 avec la CECA par Jean Monnet, son compère charentais, cherchant à prendre sa revanche sur Charles de Gaulle et son Europe des nations, espérant ainsi faire l'Histoire et y laisser son empreinte. Les « États-Unis d'Europe » : tel fut le « grand dessein » qu'il se donna comme président de la République et auquel il travailla avec autant d'opiniâtreté que de dissimulation.

Un projet caché

Craignant – à juste titre – le jugement des Français, François Mitterrand avança masqué, semblable en cela à tous ses pairs fédéralistes. Derrière leurs oxymores – « faire l'Europe sans défaire la France » avant-hier, « fédération d'États-nations » hier, « souveraineté européenne »

aujourd'hui – et leur ton patelin, toute une propagande destinée à rassurer et à faire oublier leurs véritables intentions, leur but reste inchangé – un État fédéral européen – et leur mot d'ordre invariable : « Y penser toujours, n'en parler jamais. » Emporté par un enthousiasme juvénile, imaginant que le temps politique nouveau ouvert par la réunification allemande serait celui de l'accomplissement de son rêve, Jacques Delors confessa ainsi bien imprudemment, en janvier 1990, à la télévision française, le fond de sa pensée : « Mon objectif est que l'Europe soit une véritable fédération avant la fin du millénaire. » Devant l'émoi suscité par cet aveu, et tancé par François Mitterrand pour avoir ainsi dévoilé le pot aux roses, il ne prononça plus une parole à ce sujet pendant près de deux ans (*in* Luuk Van Middelaar).

Caché, le projet fédéraliste de Mitterrand devait le rester. Il décida donc de dissimuler ses véritables intentions – idéologiques – sous des oripeaux économiques.

Arguant de l'échec de la relance keynésienne qu'il avait engagée pour honorer son élection le 10 mai 1981, Mitterrand décréta d'abord, le 12 juin 1982, la « rigueur » : deuxième dévaluation, après celle du 4 octobre 1981, de 9,59 % du franc par rapport au mark, blocage des prix et des salaires pour quatre mois, tour de vis budgétaire. Or, « la rigueur n'est qu'un mot. Seule importe la politique qu'elle recouvre » (Pierre Mauroy). La politique en question, dont la « rigueur » n'était que le prélude et le prétexte, prendrait forme pour le plus grand nombre neuf mois plus tard. Ce serait le « tournant » de mars 1983.

Renoncer à soutenir la croissance et à renforcer notre appareil industriel pour préserver la « construction européenne », administrer à l'économie française une purge financière – une ponction de l'ordre de 2 % du PIB, 65 milliards de francs de l'époque, soit le double de ce qui avait été redistribué en 1981 – agrémentée d'un contrôle des changes, et cela afin de maintenir le franc dans le Système monétaire européen (SME) : telle fut l'orientation retenue, celle du « plan Delors », annoncé par le président à ses concitoyens le 23 mars 1983, dix jours après le second tour des municipales et deux jours après la troisième dévaluation du franc (baisse du franc de 2,5 % accompagnée d'une réévaluation du mark de 5,5 %).

Pour justifier un tel retournement, Mitterrand argua qu'il avait fait « le choix de l'Europe ». C'était vrai, mais ambigu et flou à dessein. Car il existe diverses manières de penser, d'imaginer, de rêver et, surtout, de bâtir l'Europe. Mitterrand choisit de dissimuler la sienne – le fédéralisme – en usant de formules ronflantes, aussi creuses que sonores, à l'image de l'inénarrable « L'Europe pour le socialisme. Le socialisme pour l'Europe », dont il fit le slogan du congrès du PS de Bagnolet en 1973. Mûrement pesé, réfléchi, décanté de longue date, ce ne fut pas un choix dicté par les circonstances, mais utilisant celles-ci comme alibi. Choix politique et même idéologique, sans aucun doute. Choix de conviction personnelle, surtout, enraciné dans ses années de jeunesse : un retour aux sources.

Retour aux sources de Vichy

Celles de Vichy, en particulier. Au cœur du projet politique de Pétain, la « Révolution nationale », il y avait, en effet, le concept de « communauté ». Le pétainisme contribua ainsi grandement à la formation doctrinale du fédéralisme européen – on l'ignore ou on veut trop souvent l'ignorer. Dès les premières « Journées d'études communautaires », tenues au Mont-Dore du 10 au 14 avril 1943, les contours d'une future « communauté européenne » furent ainsi dessinés : « L'Europe est un ensemble de nations qui pourraient réaliser une communauté. Nous voulons lui donner ses institutions et ses moyens d'existence [...]. Aussi les institutions dont il s'agit ne sont-elles viables que si les États constituant la communauté délèguent volontairement une part de leur souveraineté – non pas à un État qui exercerait une hégémonie – mais au profit d'un ordre communautaire concrétisé par des institutions fédérales » (*Vers la Révolution communautaire*, Paris, 1943). C'est là, presque mot pour mot, une définition de la « fédération d'États-nations » que formalisera presque cinquante ans plus tard Jacques Delors¹.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, de façon souterraine et dissimulée – on comprend pourquoi –, le projet fédéraliste de la Révolution nationale, et les hommes qui le portaient, trouvèrent une issue politique au prix d'un

1. Jacques Delors, « Fortschritt aus der Krise », entretien accordé à Marion Schreiber et Romain Leick, *Der Spiegel*, n° 48, 28 novembre 1994.

« ripolinage » destiné à masquer une continuité idéologique pour le moins problématique : « la matrice de la communauté telle que l'a méditée Vichy (...) a enfanté la construction de l'Europe dont Monnet et Schuman furent les porte-drapeaux » (Antonin Cohen)¹.

Significativement, c'est le mot « communauté » qui sera choisi pour baptiser les premières constructions de l'Europe : Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA, 1951), Communauté européenne de défense et Communauté politique européenne (CED et CPE, 1954), Communauté économique européenne et Communauté européenne de l'énergie atomique (CEE et EURATOM, 1957), Communauté européenne (CE, 1992).

Ses 18 mois passés à Vichy, en tant qu'agent public contractuel du gouvernement de Pierre Laval, furent également un temps fort de la formation intellectuelle et politique de François Mitterrand ; façonné par cette philosophie pétainiste de la construction européenne, il participa, de façon logique, à La Haye, en mai 1948, au « Congrès de l'Europe », moment fondateur du fédéralisme européen ; il en ressortit « très impressionné » (Jacques Delors). Il n'était alors pas encore socialiste, mais déjà fédéraliste. Profonde, cette conviction demeura aussi « plus ou moins explicite », selon la litote de Jacques

1. Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, PUF, 1992. Une excellente présentation de ce livre de référence est faite par Marc-Olivier Baruch dans *Critique internationale*, numéro 63, 2014, dont cette citation est tirée.

Delors, au gré des aléas de sa vie publique. Devenu socialiste au congrès fondateur d'Épinay (1971), à la tête d'un PS divisé sur la question européenne et allié d'un PCF à l'époque souverainiste et nettement opposé à la construction d'une Europe considérée d'abord comme celle du « grand capital », le futur président de la République avait été amené à jeter un voile pudique sur cet engagement personnel – « il avait plutôt gardé le silence » jusqu'en 1981 (Delors). Une fois élu et aux responsabilités, il allait pouvoir réaccorder sa pensée et ses actes. « En 1984, pour lui, aucun grand dessein intérieur ou extérieur n'entre plus en concurrence avec celui-là » (Hubert Védrine).

Autant ou même davantage que celui de Mitterrand, ce fut donc le choix de François. Un choix intime, venant de loin. De sa jeunesse pétainiste, de son engagement à Vichy et de l'empreinte qu'il laissa sur lui. Un choix qu'il commença de dévoiler avant même son accession au pouvoir. Ainsi, dès le 1^{er} mars 1968, quinze ans avant le tournant de mars 1983, il avait, dans une longue tribune donnée au quotidien *Le Monde*, exposé de façon limpide le « choix majeur » qui s'offrirait à la gauche lorsque celle-ci accéderait au pouvoir : « La gauche devra-t-elle opter pour l'Europe contre le socialisme, pour le socialisme contre l'Europe ? »

Entre le socialisme et l'Europe, ce serait l'Europe. Évidemment. François Mitterrand était fédéraliste par conviction et depuis 1942 ; il n'était socialiste que par conversion et seulement depuis 1971.

Le débat escamoté

Un choix dont l'importance, cruciale, aurait justifié un débat national. Il s'agissait du destin de la France, une nation souveraine, jusque-là membre d'une structure de coopération internationale classique, la Communauté économique européenne (CEE), et qui serait dès lors prise dans une spirale fédéraliste la conduisant vers une entité juridique et politique nouvelle, de conception supranationale, l'Union européenne (UE).

De débat, il n'y eut point. Le mercredi 23 mars 1983, moment inaugural de la césure européiste voulue par Mitterrand, le président s'adressa bien aux Français ; mais dans cette brève allocution – treize minutes et quatorze secondes – seules seize secondes furent consacrées à ce qui représentait la véritable raison de cette rupture essentielle : « Or, nous n'avons pas voulu et nous ne voulons pas isoler la France de la Communauté européenne dont nous sommes partie prenante, la séparer du mouvement qui porte cette Europe à devenir l'un des grands partenaires du monde. » Seize secondes pour signaler, comme en passant, une décision pour laquelle Mitterrand n'avait pas été élu, qui ne faisait pas partie de ses « 110 propositions », pour laquelle il n'avait pas reçu mandat des Français. Une décision dont il n'avait débattu qu'en comité restreint, et, en réalité, qu'avec lui-même – en tout cas pas devant le peuple ni devant ses représentants. Un choix aussi important pour l'avenir du pays que celui de la décolonisation fut expédié en seize secondes. Imagine-t-on le général

de Gaulle annoncer l'indépendance de l'Algérie en seize secondes ? Un général de Gaulle qui, lui, une fois les accords d'Évian signés le 18 mars 1962, les soumit dans la foulée au peuple français qui les ratifia, par référendum, dès le 8 avril 1962. Rien de cela avec Mitterrand.

Ainsi, le 25 mars 1987, à l'occasion de la commémoration du trentième anniversaire du traité de Rome, pour la première fois dans notre histoire nationale, le président Mitterrand s'adressa à ses compatriotes, dans une déclaration télévisée, debout devant les drapeaux français et européen plantés côte à côte. Une décision qu'il présenta là encore de façon anecdotique, alors qu'il s'agissait d'une rupture symbolique, destinée à modifier notre imaginaire collectif – et qui le modifia –, qui aurait mérité une explication qui ne vint pas, ni ce soir-là ni jamais. Une rupture qu'il décida seul, sans mandat pour le faire, sans débat, sans consultation, sans contradicteur, que nul ne commenta ou ne critiqua et qui ne fut jamais discutée ou remise en question par quiconque. Et, au moment de conclure, il ne choisit pas seulement d'ajouter « Vive l'Europe ! » à la formule rituelle, mais effaça purement et simplement le « Vive la République ! » traditionnel : un aveu autant qu'un programme.

Un programme qui consistait pour l'essentiel à désigner l'Europe comme horizon des jours meilleurs et qu'il avait annoncé quelques semaines plus tôt, le 31 décembre 1986, en proclamant lors de ses vœux aux Français : « La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. » Car comment ne pas entendre dans cette formule, ainsi que

l'a relevé Jean-Pierre Chevènement : « La France est notre passé ; l'Europe, demain, sera notre patrie » ? En mars 1983, « François Mitterrand a alors volontairement fait le choix de ne pas expliquer les choses » (Pierre Rosanvallon), s'inscrivant ainsi dans la veine du « fédéralisme clandestin » qu'avait dénoncé Raymond Aron dès 1962.

Il fallut attendre septembre 1992 et le traité de Maastricht pour que, devant la rupture flagrante constituée par le passage à l'Union européenne et la disparition du franc, devant la nécessité, par conséquent, de réviser la Constitution de la V^e République, les Français fussent enfin consultés. Tardivement, trop tardivement, tant la construction de l'Europe avait déjà changé de sens.

Les Français ont ainsi été privés du débat auquel ils avaient droit.

Derrière l'affichage d'une nouvelle stratégie économique – le « tournant libéral » –, une orientation politique fondamentale, touchant à l'avenir de la Nation, fut prise ce 23 mars 1983 sans être présentée aux Français dans son ampleur, ses conséquences ni ses prolongements, sans être analysée, expliquée, critiquée ou défendue, sans être débattue publiquement. Vidée de toute substance, elle fut réduite au seul « plan Delors », à une succession de mesures techniques, à une « austérité », considérée comme une volte-face ou une trahison par les uns, comme la preuve du génie politicien de Mitterrand ou de son sens des réalités par les autres, mais jamais comme ce qu'elle était réellement : le début d'une longue

glissade de la France dans le fédéralisme européen. En mars 1983, Mitterrand décida d'escamoter le socialisme et d'ériger l'europhisme en idéologie de substitution, réalisant là une mystification sans précédent dans notre histoire politique.

Le tournant fédéraliste

Mars 1983 ne fut pas un « tournant libéral » ; ce fut un tournant fédéraliste. Pour Mitterrand, il ne s'est pas agi, alors, d'opposer un refus – « ne pas sortir de l'Europe » –, comme cela fut si complaisamment répété par la suite, mais de dissimuler un projet – celui de fabriquer une nouvelle Europe, une Europe fédérale. Dans cette perspective, la véritable finalité du plan Delors consistait à donner des gages de sérieux économique et financier à Helmut Kohl qui venait d'accéder à la Chancellerie allemande (octobre 1982), afin de le rassurer et d'obtenir son soutien. Mars 1983 est inséparable des décisions qui viendraient très vite après et que ce retournement politique ne faisait que préparer : l'activisme du président Mitterrand (janvier-juin 1984), conclu par un moment décisif, le Conseil européen de Fontainebleau (25 et 26 juin 1984).

Là, contre l'adoption du principe d'un remboursement du « trop versé » anglais – le fameux « chèque » –, qui satisfaisait la bruyante revendication de Margaret Thatcher – « *I want my money back* » –, celle-ci entérina le choix, concocté par Mitterrand et Kohl, de nommer

Delors à la tête de la Commission européenne (juillet 1984), alors même que la logique institutionnelle aurait dû conduire à la nomination d'un Allemand à ce poste. La principale mission de Delors, qui occuperait les fonctions de président de la Commission du 6 janvier 1985 au 23 janvier 1995 – trois mandats, dix années au total qui allaient changer le visage de l'Europe et du monde –, fut de préparer l'Acte unique européen (février 1986), premier traité révisant celui de Rome (25 mars 1957), un traité de nature fédéraliste.

Acquis grâce à son implication personnelle et son habileté politique, le succès de Fontainebleau libéra Mitterrand du fardeau de sa vie de politicien « de gauche », tout en lui permettant de rétablir sa cohérence intime et idéologique : celle d'un homme né et grandi à l'extrême droite, dont la principale conviction – outre celle de sa propre supériorité – était le fédéralisme européen.

En mars 1983, la « contrainte extérieure » ou le « contexte international » furent d'heureux prétextes qui permirent à François Mitterrand de prendre la route qu'il s'était tracée, en son for intérieur, depuis longtemps. Quelques semaines avant sa mort, il tint à mettre les choses au clair sur ce point nodal : « Le tournant ? Quel tournant ? Il n'a jamais existé que dans la tête des journalistes... » (*in* Jean Lacouture). Déclaration d'un cynisme et d'un aplomb conformes à ce que fut le personnage ; car si Mitterrand ne dévia effectivement pas de sa conviction intime, il engagea bien la France dans une direction radicalement nouvelle – et cela sans l'assumer.

Jusque-là, l'Europe n'avait été qu'une organisation internationale un peu particulière, la CEE, régie par un traité, celui de Rome (25 mars 1957), relevant du droit international public le plus classique. Sous l'impulsion de Mitterrand et Delors, elle allait changer de nature en se fédéralisant.

Du « tournant » de mars 1983 au traité de Maastricht (septembre 1992), en passant par le sommet de Fontainebleau (juin 1984), l'arrivée de Jacques Delors à la tête de la Commission européenne (janvier 1985) puis l'adoption de l'Acte unique européen (février 1986), tous ces moments politiques d'une importance considérable constituent un seul et même bloc politique, une seule et même « séquence », possédant une cohérence idéologique profonde : l'enclenchement d'un engrenage fédéraliste dont on savait que les conséquences seraient considérables à terme, et qui fut, pour cette raison, dissimulé. Il s'agissait alors, pour Mitterrand et Delors, de faire sans dire. Le prix à payer pour franchir cette étape supplémentaire du fédéralisme en Europe serait la globalisation financière du monde. Ils le payèrent, et sans barguigner. « Le principal est que l'Europe avance », ainsi que l'avait résumé François Mitterrand en avril 1988, dans sa « Lettre à tous les Français ».

Quand les partisans du fédéralisme européen inventèrent la globalisation du monde

La globalisation n'a jamais été un phénomène naturel ou imposé par les seules mutations technologiques : elle est une œuvre humaine, politique et même idéologique, faite de décisions prises et d'institutions créées. Le discours dominant prétend que la globalisation relèverait de l'inéluctable, la présentant comme une puissante force impersonnelle, presque physique, sur laquelle les responsables politiques n'auraient en conséquent pas prise. À cette fin, met-on le plus souvent en avant le « progrès technologique », en particulier celui des communications – les avions longs-courriers, les porte-conteneurs, la téléphonie mobile, l'Internet –, comme le déclencheur de la « mondialisation ». Or, historiquement, la globalisation a d'abord et avant tout été financière. En 1988, lorsque fut prise la décision de libéraliser la finance en Europe et, par ricochet, dans le monde entier, le *web* n'existait pas, les *smartphones* non plus, et les bateaux géants ne peuplaient pas les océans.

Dans cette édification de la globalisation, l'Europe a joué un rôle majeur, celui de l'impulsion initiale, du « premier moteur » en langage philosophique ; et de cette Europe-là, la France fut l'acteur central, ainsi que l'a démontré de façon limpide Rawi Abdelal, professeur de finance internationale à Harvard¹.

1. Dans son ouvrage essentiel, et inexplicablement toujours pas traduit en français, *Capital Rules. The Construction of Global Finance*, d'où sont tirés les faits et considérations qui suivent (cf. Repères bibliographiques du chapitre II).

Ce ne furent pas les États-Unis qui imposèrent une « globalisation » qui ne correspondait pas à leur vision du monde ; ce fut l'Europe. Les Américains étaient certes favorables à une libéralisation de l'économie, mais ils concevaient celle-ci comme une succession d'accords bilatéraux. La globalisation comme démarche politique fondée sur le multilatéralisme est un avatar de l'universalisme français, celui des Lumières. Ce ne fut pas davantage la « révolution conservatrice », déclenchée par l'entrée de la Dame de fer au 10 Downing Street (4 mai 1979) et celle de l'ancien acteur de cinéma et gouverneur de Californie à la Maison Blanche (20 janvier 1981), qui engagea la financiarisation de la planète ; ce fut la nouvelle Europe, façonnée par les fédéralistes français, à compter de 1983. Ce ne sont pas les libéraux Ronald Reagan, Bill Clinton, Margaret Thatcher ou Tony Blair qui ont inventé la globalisation ; ce furent François Mitterrand et Jacques Delors, des hommes étiquetés comme socialistes, mais dont la vraie identité était celle de fédéralistes.

Ils considéraient que cette libéralisation de la finance était indispensable à et inséparable de la création d'un grand marché ; elle représentait donc un passage obligé pour relancer le fédéralisme européen. Ainsi que le confessa Jacques Delors : « Malgré mes premières inquiétudes, j'étais parvenu à la conclusion que la liberté de circulation du capital était essentielle à la création du marché intérieur » (*in* Rawi Abdelal). Cette conviction poussa Delors à concevoir l'Acte unique européen – son « traité favori », selon son propre aveu. Un traité décisif, car il

introduisait, en même temps, dans le même texte, deux ruptures majeures : le fédéralisme, avec le passage de la règle de l'unanimité au vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil européen ; le libéralisme avec l'adoption d'une vague sans précédent de près de 300 directives dérégulant l'économie en Europe et l'établissement des « quatre libertés » constitutives du Grand Marché – libre circulation des biens, des services, des personnes et, surtout, des capitaux. Un Acte unique qu'accepta volontiers Margaret Thatcher après que Delors lui eut fait valoir que « c'était son approche, sa philosophie économique, qui avaient été retenues » (Jacques Delors). Fédéralisme européen et globalisation financière, fédéralisme européen grâce à la globalisation financière : telle était la stratégie de Delors.

Une directive qui changea le monde

La pièce maîtresse de cette démarche politique fut la libéralisation totale de la finance au sein de l'Europe. C'était là la condition *sine qua non* posée par Kohl pour envisager une union monétaire : la liberté de circulation des capitaux au sein de l'espace européen exercerait, en effet, une pression irrésistible des marchés financiers sur les gouvernements nationaux, afin qu'ils poursuivent des politiques macroéconomiques de rigueur, celles souhaitées par l'Allemagne. Le président français et le chancelier allemand se rencontrèrent, le 2 juin 1988, à Évian. Là, Mitterrand proposa un marché à Kohl : la liberté

complète des mouvements de capitaux en Europe en échange de la constitution, sous l'autorité de Delors, d'un comité pour la création de l'union monétaire. La libéralisation de la finance contre la création de l'euro : tels furent les termes de l'accord passé entre les deux hommes. « La conséquence de ce marchandage franco-allemand fut un système financier européen qui était en principe le plus libéral que le monde ait jamais connu » (Abdelal).

Capitale, la directive instaurant la liberté de circulation des capitaux fut signée le 24 juin 1988. Avec elle, l'Europe s'est dotée des règles les plus libérales du monde en matière de mouvements de capitaux. Surtout, mettant en œuvre la règle de droit *erga omnes* (« qui s'applique à tous »), cette directive imposait également aux États souhaitant continuer à commercer avec l'Europe, c'est-à-dire, en pratique, tous les États sur la planète, de libéraliser la finance dans leur propre pays. D'européenne, la finance dérégulée devint ainsi mondiale : la globalisation était née.

Dans le déclenchement de cette vague mondiale de financiarisation et de libéralisation, le rôle des dirigeants français de l'époque fut donc essentiel. « Des socialistes français de premier plan, accompagnés de responsables politiques de gauche à travers l'Europe, ont influencé de façon décisive le processus de libéralisation financière dans leurs propres pays et, par conséquent, la codification de la norme de la mobilité du capital dans les règles des organisations internationales [...]. Une poignée de responsables politiques français, souvent avec

leurs homologues britanniques, allemands ou hollandais, jouèrent un rôle décisif dans l'établissement de la mobilité du capital » (Abdelal).

La liberté ainsi nouvellement acquise du capital alla de pair avec la relance du fédéralisme européen. Cette alliance fondatrice du libéralisme économique et financier avec l'europhisme politique a créé un nouveau Moloch – la globalisation –, qui a étendu son emprise sur la planète entière, dévorant au passage toute la gauche européenne.

Les faits sont têtus. À partir de 1983 et pendant près de trente ans, au pouvoir en France – Laurent Fabius et Pierre Bérégovoy –, à la manœuvre au sein de l'OCDE – Henri Chavranski –, à la tête de la Commission européenne – Jacques Delors et Pascal Lamy –, de la Banque centrale européenne (BCE) – Jean-Claude Trichet, de 2003 à 2011 –, du Fonds monétaire international (FMI) – Michel Camdessus, de 1987 à 2000 – et de l'OMC – encore Lamy : ces « agents décidés de la dérégulation financière », tous français, auront donné « le top départ d'une rupture historique à l'échelle mondiale » (Rosanvallon).

Europe fédéralisée et globalisation financière sont les deux faces d'une même pièce. Indissociables, ces deux phénomènes, nés de la rupture de mars 1983, ont rapidement détruit la gauche – qui en était très largement responsable – puis la droite – qui ne s'y était pas opposée –, annihilé la politique et rongé l'idée de nation française. Ensemble, conjugués, ils ont vidé de leur sens la politique, la gauche, la droite, la démocratie, la nation.

« Deux détaillants se fournissant auprès du même grossiste »

L'Europe née du tournant fédéraliste de mars 1983 s'est construite *par et pour* la dépolitisation. Par : ses principaux instruments – la libre concurrence, le droit – se présentent comme et se veulent apolitiques. Pour : l'objectif assigné consistait à dépasser définitivement ces « lieux maudits » de la politique et du pouvoir qu'étaient et que restent les États-nations aux yeux des européistes. « La dépolitisation, c'est l'ADN de l'entreprise européenne » (Luuk Van Middelaar). Née de la rupture de mars 1983, ce que l'on appela la « pensée unique », celle d'une large partie des élites dirigeantes et de l'orchestre médiatique, crût et embellit, puis engendra elle-même la « politique unique ». Les électeurs avaient certes gardé le droit de voter comme bon leur semblait et de changer les majorités ou les présidents ; ils avaient été, en revanche, dépossédés du pouvoir de changer les politiques conduites. Identiques quels que soient les gouvernements qui les endossaient, celles-ci étaient définies et décidées ailleurs. À Bruxelles, où la Commission européenne arrêta, à coup de directives de plus en plus intrusives, les orientations à suivre par les États membres. À Francfort, où la Banque centrale européenne conduisait une politique monétariste dictée par un unique objectif : la lutte contre l'inflation, indifférente au marasme économique et au chômage. À Berlin, centre politique de fait de l'Union européenne. S'était ainsi installée l'« alternance unique », pour reprendre la formule frappante de Jean-Claude Michéa.

La séculaire distinction entre gauche et droite, invention française devenue référence universelle, s'est ainsi évanouie, l'une et l'autre s'étant résignées à appliquer une même et unique politique, imposée par l'engrenage fédéraliste de « l'Europe ». Laminées par cette machine à dépolitiser, la droite et la gauche étaient, en effet, devenues interchangeables ; elles prétendaient s'opposer mais, parvenues au pouvoir, n'exerçaient pas celui-ci, se contentant d'une gestion maastrichtienne des choses. Elles n'étaient plus que « deux détaillants se fournissant auprès du même grossiste » (Philippe Séguin).

Au fil des années, d'élections remportées ou perdues, d'alternances qui n'en avaient que le nom en programmes politiques oubliés à peine sèche l'encre qui avait servi à les rédiger, les deux camps finissaient par n'avoir plus pour seule réalité que d'être un état l'un pour l'autre : la gauche permettait à la droite de se définir *a contrario*, et vice versa.

De gaulliste, la droite devint orléaniste. Élu en mai 1995 au terme d'une campagne menée sur la dénonciation de la « fracture sociale » – aux seules fins tactiques d'écarter le favori, Édouard Balladur –, Jacques Chirac avait immédiatement fait comprendre que tout cela n'avait été qu'un subterfuge et rien de plus, une vaste plaisanterie : au lieu de nommer Philippe Séguin Premier ministre, seule option politiquement cohérente, il fit le choix d'Alain Juppé, l'archétype du fédéraliste. Après avoir observé un bref délai de deuil de rigueur, le nouveau Premier ministre annonça à l'automne un plan de rigueur et de « réformes structurelles » d'envergure, destinées à faire respecter les critères

de Maastricht à la veille de la qualification pour l'euro prévue en 1999 : le « plan Juppé », provoquant « les grandes grèves » de novembre et décembre 1995, qui paralysèrent le pays et firent – momentanément – reculer le gouvernement.

Qu'à cela ne tienne : soufflée par Dominique de Villepin à Jacques Chirac, la dissolution de l'Assemblée nationale (21 avril 1997) fut, en réalité, inspirée par une note de Bercy qualifiant d'« impossibles » l'établissement du budget 1998 et, par conséquent, la qualification de la France pour l'euro ; elle visait à laisser les mains libres à un exécutif bien décidé à reprendre ses projets maastrichtiens. Le mardi 3 juin, au cours de la passation de pouvoirs entre Alain Juppé et Lionel Jospin – la plus brève de toute l'histoire de la V^e République, douze minutes –, le Premier ministre sortant ne remit qu'un seul document au nouveau chef de gouvernement : cette même note qui avait causé la défaite électorale de la droite. *Perseverare diabolicum*. Geste symbolique, illustrant mieux que tous les discours l'emprise du fédéralisme européen sur la vie politique française, et l'indifférenciation entre gauche et droite qui commençait à en résulter.

Liquidation du socialisme et du gaullisme

Soumise intellectuellement et culturellement à la nouvelle gauche issue des années 1980, la droite se « recentra » : la disparition du RPR et la création de l'UMP, le 23 avril 2002, représentèrent la concrétisation ultime

de l'emprise de l'idéologie européiste sur la droite. Historiquement force de transformation de la société, le parti socialiste, quant à lui, se réduisit progressivement à une « gauche morale ». Il troqua le mot d'ordre rimbaldien qui avait popularisé son projet et contribué à sa victoire – « Changer la vie » – pour un « Touche pas à mon pote » conforme à son nouvel objet social. À l'exception notable de la « parenthèse » des années Jospin (1997-2002), il mena une politique de droite, avec des mots de gauche.

Par définition et par ambition, le socialisme visait à représenter le peuple et à agir en son nom pour améliorer sa condition – significativement, Léon Blum fut porté à Matignon par le Front populaire. Par nationalisme et par pragmatisme, le gaullisme prétendait, lui, en être l'incarnation naturelle – « le gaullisme, c'est le métro aux heures de pointe », avait résumé André Malraux. Représentant donc tous deux des traditions politiques populaires – beaucoup diraient aujourd'hui « populistes » –, le parti de Jean Jaurès et celui de Charles de Gaulle convergèrent vers un même centrisme européiste et finirent par s'embourgeoiser. Mitterrand et Delors avaient liquidé le socialisme en mars 1983 ; Chirac et Juppé en firent de même avec le gaullisme en octobre 1995.

La « droite » ne contesta jamais sérieusement les poussées fédéralistes successives que la « gauche » – celle de Mitterrand et Delors – décida et provoqua. Adopté en février 1986, l'Acte unique européen ne fut pas remis en cause par la majorité conservatrice issue des élections législatives – qui se tinrent pourtant seulement un mois plus

tard ; quant au traité de Maastricht, ratifié par voie référendaire le 20 septembre 1992, il échappa lui aussi à l'alternance née des législatives de mars 1993. La « droite » voyait, en effet, dans « l'Europe » le moyen d'imposer à la France la cure de libéralisme dont elle savait que les Français ne voulaient pas ; elle pensait ainsi atteindre ses objectifs politiques en procédant à ce troc « marché contre Europe », sans saisir qu'elle y perdrait, elle aussi, à l'image de la « gauche », son identité et son utilité – son âme.

Au-delà du maintien des oppositions politiciennes artificielles, l'acclimatation rapide à l'écosystème politique national de la « cohabitation », pourtant contraire aux principes et à l'esprit de la V^e République, fut le révélateur autant de l'esprit de cette époque – celle du miterrandisme et de la savante confusion des genres qu'il introduisit –, que de la montée en puissance de l'idéologie européiste qui rendait nécessaire ce type de compromis institutionnel et politique.

La gauche qui signe, la droite qui ratifie

Hormis Jean-Pierre Chevènement, à gauche, qui protesta contre le tournant fédéraliste en démissionnant de ses fonctions de ministre (22 mars 1983), seul Philippe Séguin, à droite, osa, dans son discours prononcé dans la nuit du 5 au 6 mai 1992 pour s'opposer au traité de Maastricht, rompre avec « le conformisme ambiant, pour ne pas dire le véritable terrorisme intellectuel qui règne

aujourd'hui, disqualifie par avance quiconque n'adhère pas à la nouvelle croyance, et l'expose, littéralement, à l'invective : « Il est bien temps de saisir notre peuple de la question européenne. Car voilà maintenant trente-cinq ans que le traité de Rome a été signé et que d'Acte unique en règlements, de règlements en directives, de directives en jurisprudences, la construction européenne se fait sans les peuples, qu'elle se fait en catimini, qu'elle se fait dans le secret des cabinets, dans la pénombre des commissions, dans le clair-obscur des cours de justice. Voilà trente-cinq ans que toute une oligarchie d'experts, de juges, de fonctionnaires, de gouvernants prend au nom des peuples, sans en avoir reçu le mandat, des décisions dont une formidable conspiration du silence dissimule les enjeux et minimise les conséquences. » Mais lui aussi finit par rentrer dans le rang, accepta la présidence de l'Assemblée nationale, puis celle de la Cour des comptes, des mains d'un Jacques Chirac pour lequel il s'était battu, qu'il avait fait entrer à l'Élysée en 1995 et qui avait dissous le gaullisme sous ses yeux.

« Droite » et « gauche » : dans les deux cas, le sabotage se fit *pour et par* l'Europe, au nom de celle-ci et par son truchement. Dans cette perspective historique, l'élection d'Emmanuel Macron représenta l'assomption dont rêvait le camp européiste qui, depuis Maastricht, perdait régulièrement les élections dans les urnes et conservait néanmoins toujours le pouvoir dans les palais de la République. Dérive dont la gauche détient la responsabilité première – aux sens chronologique et politique de cette épithète –, la droite n'ayant fait que suivre, trop heureuse de se décharger de ce

« sale boulot ». Ainsi que l'a résumé Chevènement, « c'est la gauche qui signait et la droite qui ratifiait ».

La France était ainsi devenue ce pays où l'on organisait de façon régulière des élections censées décider de l'avenir de la Nation, mais qui débouchaient chaque fois sur un même conformisme politique, celui qu'il fut convenu d'appeler la « pensée unique » – soutenant qu'une seule politique était possible, celle dictée par les marchés financiers et la Commission européenne. Certes, à chaque élection les rôles étaient distribués, les répliques apprises par cœur et récitées « avec le ton », le public invité à s'intéresser au spectacle et à applaudir les acteurs. Mais à peine la dernière tirade déclamée, des cintres descendait toujours le même *deus ex machina* – le messenger de Bruxelles – qui venait mettre fin aux babillages de ces enfants dissipés et les rappeler à leurs devoirs d'écoliers : soustractions, divisions, et autres opérations de calcul.

Comme l'avait prophétisé François Mitterrand, sans précaution aucune ni véritable mérite – il savait de quoi il parlait, et pour cause : « Après moi, il n'y aura plus de grand président. Ce seront des comptables. À cause de l'Europe. À cause de la mondialisation. » La vocation de la France ? Évanouie ; tout au plus un médiocre avenir, la tête baissée et les épaules rentrées pour un pays dont le vieux président pensait, depuis longtemps, qu'il ne pouvait plus faire autre chose que passer entre les gouttes », ainsi qu'il le confia un jour à Jean-Pierre Chevènement. Notre démocratie s'est ainsi lentement désarticulée jusqu'à la décomposition de 2017, qui livra le pouvoir à

un homme ayant poussé à son terme la logique de dépolitisation à l'œuvre depuis plus de trente ans en prétendant incarner « en même temps » *et* la gauche *et* la droite.

De la décomposition politique française

Initiée en mars 1983 et à l'œuvre souterrainement depuis près de 20 ans, la décomposition politique de notre pays s'étala brutalement au grand jour le 21 avril 2002. Ce soir-là, le malaise français, jusqu'alors sous-estimé, ignoré ou nié, faisait la une de la presse du monde entier. Pour la première fois, en effet, le candidat d'un des deux grands « partis de gouvernement » avait été éliminé du second tour de l'élection présidentielle par le représentant d'une formation il y a peu encore marginale, jugée par la plupart aux lisières de la République. La violence du choc ne conduisit néanmoins pas à la lucidité ; peu d'yeux se dessillèrent et nombreux furent ceux qui refusèrent de regarder la réalité sociale et politique de la France en face. La plupart voulurent continuer à « gouverner et à présider en rond ». Après un second mandat chiraquien comme neutralisé par ce contexte originel, les deux quinquennats suivants, l'un de « droite », l'autre de « gauche », finirent de convaincre nos concitoyens que, décidément, « il y avait quelque chose de pourri au royaume de France ». . . . Cette décrépitude politique et morale constitua la toile de fond de l'élection présidentielle de 2017.

Alors qu'ils cumulaient ensemble près de 56 % des voix (55,81 %) en 2012, le premier tour de celle-ci vit LR et le

PS atteindre à peine plus de 26 % des suffrages exprimés (26,37 %), soit une division de leur score par plus de 2, une première fonte drastique, signant le rejet par les Français de trente ans de vie politique minée progressivement par l'indifférenciation entre la « droite » et la « gauche », notions devenues au fil du temps interchangeables car vides de sens ; la chute était particulièrement impressionnante pour le PS dont le candidat (Benoît Hamon) réunit 6,36 % des voix, soit 4,5 fois moins que son prédécesseur (François Hollande) cinq ans plus tôt (28,63 %) – un véritable écroulement. Face à ce noyau ancien en voie de rétraction accélérée, les trois populismes rassemblèrent, eux, 65 % des voix : presque 41 % (40,88 %) pour ceux qualifiés d'« extrême droite » et d'« extrême gauche » (21,30 % pour Marine Le Pen et 19,58 % pour Jean-Luc Mélenchon) ; et, nouveauté des temps, 24,01 % pour le « populisme du centre » incarné par Emmanuel Macron.

Singulier paradoxe : vieille nation, façonnée par la politique et ayant donné au monde les notions de droite et de gauche, la France allait choisir pour la présider un candidat incarnant le refus et le rejet de cette opposition séculaire. Seule la décomposition de notre vie politique permit à cet homme, talentueux et prêt à saisir l'occasion qui lui fut ainsi offerte de se frayer un chemin à travers les décombres de notre théâtre électoral. Confiance inébranlable en soi, clairvoyance quant à la gravité de la situation et la valeur réelle des hommes, intelligence stratégique, ruse tactique et, pour finir, réussite dans l'exécution : on retrouvait là la combinaison habituelle du succès de

toute aventure politique. Pour la première fois dans notre histoire, toutefois, la victoire n'était pas venue d'une force collective mise en branle par une aspiration devenue majoritaire, mais de la faiblesse insigne d'un système entier, de son affaissement pur et simple.

Cinq ans et un mandat présidentiel plus tard, PS et LR poursuivirent leur désintégration, s'écroulant cette fois à 6,33 % (1,75 % pour Anne Hidalgo et 4,28 % pour Valérie Pécresse) – chiffre à la fois dérisoire, stupéfiant et effrayant –, en dessous même de la prestation d'un nouveau venu, Éric Zemmour, qui accrocha 7,07 % ; effacement ramenant désormais ces deux partis à une fonction de témoignage. En dix ans (2012-2022), les deux forces qui avaient dominé notre vie politique pendant cinquante ans virent donc leur audience électorale cumulée divisée par près de 9 (de 55,81 % à 6,33 %). Effondrement se doublant d'une grave fragmentation idéologique. Il n'y a ainsi plus une seule gauche, même très affaiblie, mais trois : un pôle de radicalité (LFI et EELV), un PS « officiel » de plus en plus à l'étroit dans le cadre contraignant de la NUPES, un PS « dissident » (ou presque) et un PCF souhaitant échapper à cette emprise. Quant à la droite, elle aussi profondément divisée, elle se partage entre opportunistes « macrono-compatibles » et partisans de l'affrontement avec le parti du président dans la perspective de 2027.

Signe le plus patent de cette décomposition : en 2017 puis en 2022, se sont retrouvés, face à face, au second tour de la présidentielle, les deux candidats revendiquant l'obsolescence du clivage gauche-droite et prétendant vouloir le

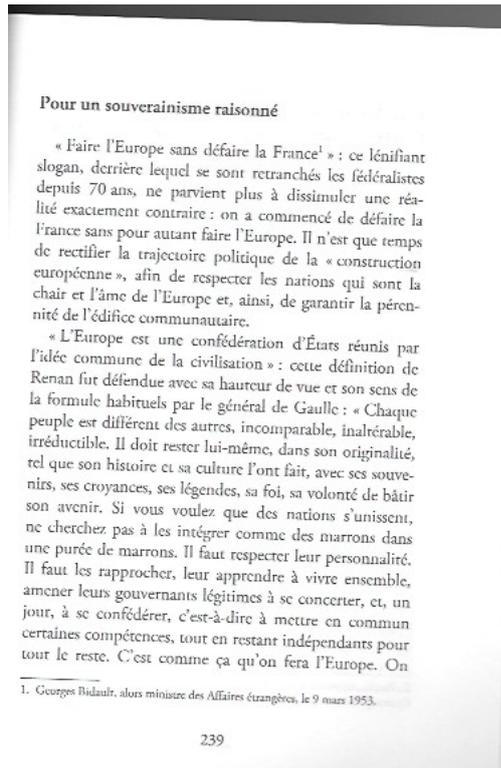
« dépasser ». Marine Le Pen, qui s'affirme adepte du « ni-ni » en proclamant « Je ne suis ni de droite, ni de gauche, je suis de France¹ ». Et Emmanuel Macron qui, lui, au nom du « en même temps », se veut « *et de droite et de gauche* ».

Le mal français

Depuis mars 1983, depuis le choix crucial de François Mitterrand, la vie politique de notre pays s'est ainsi vu privée progressivement de son sens, le pouvoir d'État s'est vidé de sa substance, l'abstention aux élections municipales et législatives a plus que doublé. Le peuple s'est retiré sur son Aventin. La France se perd. Le poison de la dépolitisation, de l'abstention, de la coupure d'avec les élites dirigeantes – majoritairement gagnées à l'idée européiste –, du désintérêt, voire du rejet de la démocratie, s'est glissé puis installé dans l'esprit public, et tout particulièrement dans celui des classes populaires : à quoi bon voter, si cela ne conduit plus à aucun changement de politique, mais seulement à des changements de politiciens ? Quelle valeur accorder à la parole des candidats quand, une fois élus, ceux-ci pratiquent tous les mêmes « réformes » ? S'il n'y a plus d'alternance possible, si le règne de la « démocratie conforme aux marchés » – la *Marktkonforme Demokratie* préconisée par Merkel en 2011 – est advenu, si Margaret Thatcher a eu raison dès 1997 et si son « *There is no alternative* » a

1. Le 27 octobre 2015, *tweet* à l'occasion des élections régionales.

Deuxième extrait, pris dans le chapitre III, « Les yeux ouverts ».



ne la fera pas autrement¹. » À la fin de sa vie politique, même un chef d'État aussi différent et un européiste aussi convaincu que Valéry Giscard d'Estaing finit par se rallier à cette perspective d'une confédération. Il s'agit de rétablir un équilibre politique entre nations et Union et de revenir sur des décennies de « fédéralisation rampante », pour reprendre l'expression évocatrice du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe (30 juin 2009). Menace persistante, avec à la manœuvre l'Allemagne qui réclame, de nouveau, non seulement l'extension du vote à la majorité qualifiée dans les domaines de la politique étrangère et de la défense, mais encore la mutualisation au bénéfice de l'UE du siège de membre permanent qu'occupe la France au Conseil de sécurité de l'ONU.

Un Conseil européen exerçant pleinement son pouvoir de décision stratégique – en particulier dans le domaine géopolitique –, une Commission ramenée à son véritable métier, coordonnant et stimulant les positions des États membres, respectant scrupuleusement les compétences de ces derniers, cessant de réclamer de nouvelles prérogatives dès que les circonstances lui semblent propices pour le faire : c'est en suivant cette distribution réaliste des pouvoirs, et non en cherchant à contourner ou à étouffer les volontés nationales, que l'Europe pourra devenir pour les États membres le multiplicateur de puissance qu'elle n'a jamais réussi à être jusqu'ici.

1. Propos rapportés par Alain Peyrefitte, *Cités de Gaulle*, Gallimard, coll. Quarto, 2002.

Au sein de cette union de nations, désireuses de le rester, la répartition des compétences entre le niveau fédéral et celui des États membres devrait suivre un principe simple, le principe de subsidiarité, déjà inscrit dans le traité de l'Union européenne (article 5), mais jamais respecté : confier à l'échelon européen les seules attributions pouvant y être assumées de façon indiscutablement plus efficace ; et cela par exception à la règle posant clairement que le niveau d'action légitime est celui de l'État-nation. Dégagée et reconnue par le Conseil constitutionnel, la notion d'« identité constitutionnelle de la France » doit être consacrée par une révision de notre Constitution, garantissant la primauté de celle-ci sur toute législation communautaire. Telles sont les priorités devant inspirer un souverainisme raisonné qui, seul, permettra de préserver la France et son identité autant que de sauver l'Europe et son avenir¹.

La France ne doit pas devenir un « Deux » en grand

« Une politique de l'immigration ferme et humaine » : là encore, ce leitmotiv de tous les gouvernements successifs depuis 50 ans ne parvient plus à masquer une situation rigoureusement inverse : en dépit des 21 lois sur l'immigration et l'asile votées depuis 1990, notre politique

1. À propos de la nécessaire « déconstruction » de l'idée fédéraliste et de la responsabilité de celle-ci dans le malaise et la décomposition française, je me permets de renvoyer à mon livre *L'Opinion des élites*, Grasset, 2021.

II- « LES “FACHOS” ET LES “POPULISTES” NE SONT PAS CEUX QU’ON CROIT ».

Premier extrait, pris dans le chapitre I : « Aux marches du Palais »

Tous fachos !

La diabolisation est une spirale sans fin. Elle porte en elle une extension perpétuelle et indéfinie de la recherche des « fascistes ». Pas seulement parce qu’il s’agit là, bien entendu, d’un procédé rhétorique d’une puissance sans égale, le moyen définitif de clore un débat, de disqualifier un adversaire, de lui clouer le bec en le clouant au pilori, par l’usage de l’anathème suprême : « facho ». Aussi et surtout, parce qu’il s’agit pour ceux qui pratiquent l’exercice – souvent avec sincérité – de pister le Mal, ou ce qu’ils croient être tel, et même le Mal absolu : dès lors, il convient de le voir, de le concevoir, de l’imaginer – par principe – présent partout et chez tous. Telle est la logique intrinsèque

de toute diabolisation, de celle-ci comme de toutes celles qui l'ont précédée dans l'Histoire ; une logique sans raison, mais avec ses raisons : la peur, le souci du bien commun, l'esprit de vigilance, celui de chapelle aussi, le mimétisme, la bigoterie, sans oublier la bêtise. Dans cette course folle, on peut toujours devenir le « facho » de quelqu'un. La dénonciation de la « lepénisation des esprits » a ainsi d'abord visé la droite, puis la gauche dite « réactionnaire » ; elle concerne potentiellement désormais chacun d'entre nous. « Tous fachos ! » : tel est son mot d'ordre. Les Ultramarins ? Des fachos ! Les Nivernais ? Des fachos ! Les Haut-Garonnais ? Des fachos ! Les Nordistes ? Des fachos ! Les 13 288 686 Français ayant voté pour Marine Le Pen le 24 avril 2022 ? Des fachos !

Et, avant eux, l'ancien directeur de ce brûlot d'extrême droite bien connu que fut *Le Nouvel Observateur*, Jean Daniel¹, qui, à propos de l'« affaire des foulards de Creil », écrivit l'essentiel sur le problème de l'immigration : « Il est consternant qu'on laisse depuis si longtemps Le Pen s'en emparer et le monopoliser [...]. Le problème est délicat, il est même parfois explosif. Ce devrait être précisément la raison pour les hommes qui ont l'honneur de penser et de gouverner de le regarder en face. » Un facho !

Le sociologue Alain Touraine², figure éminente et respectée de la seconde gauche, qui constatait : « Il n'est plus possible de considérer le Front national comme une

1. *Le Nouvel Observateur*, 9 novembre 1989.
2. *Le Monde*, 13 mars 1990.

verru sur le corps politique français. Ses thèmes, centrés sur une conception de la nation, entraînent beaucoup d'électeurs de la droite et, quand on les écoute au niveau local, de ceux de la gauche [...]. Il serait absurde de caricaturer cette résistance et cette défense inquiète d'une identité menacée par des changements accélérés et mal maîtrisés. Plus absurde encore de croire que cette défense de l'identité nationale n'est le fait que d'extrémistes racistes et fascistes. Il serait plus sage de reconnaître qu'elle a le soutien d'une partie importante des Français » ? Un facho !

Le philosophe Bruno Latour¹, théoricien de l'écologie politique et vedette des campus « progressistes » partout dans le monde, qui rappelait : « On prétend les Français racistes parce que, selon les sondages, ils rejetteraient l'étranger [...] Non, les Français ne sont pas racistes par nature [...] À travers le dernier discours politique qui leur reste, celui de l'immigration, les Français rejettent l'obligation qu'on veut leur imposer de prendre l'acceptation de l'étranger pour un fait acquis, pour un fait définitif, pour un fait naturel, pour un fait inéluctable, pour un fait dans la composition duquel ils n'entreraient pour rien » ? Un facho !

Le sociologue Jean Baudrillard², qui protestait : « Alors que la droite incarnait les valeurs morales, et la gauche au contraire une certaine exigence historique et politique

1. *Le Monde*, 4 octobre 1996.
2. *Libération*, 7 mai 1997.

contradictoire, aujourd'hui, celle-ci, dépouillée de toute énergie politique, est devenue une pure juridiction morale, incarnation des valeurs universelles, championne du règne de la Vertu et tenancière des valeurs muséales du Bien et du Vrai, juridiction qui peut demander des comptes à tout le monde sans avoir à en rendre à personne [...] Défaite historique de la gauche (et de la pensée) que cette moralisation des valeurs. Même la réalité, le principe de réalité, est un article de foi » ? Un facho !

L'ethnologue Claude Lévi-Strauss, fondateur de l'anthropologie structurale et l'une des plus hautes figures de l'humanisme au XX^e siècle, s'insurgeant « contre l'abus de langage par lequel, de plus en plus, on en vient à confondre le racisme défini au sens strict et des attitudes normales, légitimes même, et en tout cas inévitables », celles « d'individus ou de groupes que leur fidélité à certaines valeurs rend partiellement ou totalement insensibles à d'autres valeurs » ? Le même grand esprit, rappelant : « J'ai dit dans *Tristes Tropiques* ce que je pensais de l'islam » et avertissant : « On a le droit de critiquer la religion. On a le droit de dire ce qu'on pense. Nous sommes contaminés par l'intolérance islamique¹ » ? Un facho !

Le placide Édouard Balladur², ancien Premier ministre et pouvant difficilement être suspecté de populisme, qui a opportunément rappelé que « la France doit demeurer souveraine dans certains domaines essentiels. L'Union

1. Didier Éribon, « Visite à Lévi-Strauss », *L'Obs*, 3 octobre 2002.
2. *Le Figaro*, 28 juin 2023.

n'est pas une organisation fédérale et ne doit pas le devenir [...] La France doit, dans les domaines diplomatique et militaire, conserver son indépendance [...] Il faut assurer la supériorité de la Constitution française sur toute autre règle de droit, nationale ou internationale [...] Pour redonner aux Français confiance dans leur avenir au sein d'une Europe qui respecte leurs intérêts fondamentaux, ils devraient être appelés à approuver par référendum une politique européenne rénovée [...] Si la France veut survivre, l'Europe doit être réorganisée et la France doit demeurer responsable de son propre destin » ? Un facho !

Le juppéiste Édouard Philippe¹, lui aussi ancien locataire de Matignon, fustigeant une « immigration du fait accompli », rappelant qu'il « nous appartient en tant que Nation de dire qui nous sommes et qui nous voulons accepter sur notre territoire » et demandant la renégociation de l'accord de 1968 signé avec l'Algérie ? Et François Bayrou², pilier du macronisme, soulignant que « les peuples ont droit à leur identité et à des garanties sur la pérennité de leur identité » ? Des fachos, vous dis-je !

L'auteur de ces lignes, ancien conseiller politique de Lionel Jospin à Matignon (1997-2002) et de François Hollande à l'Élysée (2012-2014) ? Un facho, cela va de soi. Sans oublier le facho en chef, celui qui eut l'outrecuidance de pointer le fond des choses à peine le FN sorti des urnes drouaises, Laurent Fabius, diagnostiquant :

1. *L'Express*, 8 juin 2023.
2. « Grand Rendez-vous Europe 1 – *Les Échos* – C News », 18 septembre 2022.

« L'extrême droite, ce sont de fausses réponses à de vraies questions¹. »

Ces analyses ou commentaires – exemples que l'on pourrait multiplier aisément –, déjà anciens souvent, tombés dans l'oubli pour la plupart et lettre morte assurément, produisent un effet où la cocasserie le dispute à une forme de sidération : comment a-t-on pu perdre autant de temps et, ainsi, laisser le FN-RN prospérer ? Pourquoi cette incapacité collective à « faire face » – pour reprendre une formule incantatoire fréquemment utilisée en l'occurrence – à ce phénomène politique ? Que convient-il de faire dorénavant ? Car si rien n'est entrepris, il conviendra d'ajouter bientôt à cette liste, en 2027, les 50 % et quelques de Français au moins, qui auront élu Marine Le Pen présidente de la République ; les « fachos » seront alors majoritaires.

Second extrait, pris dans le Chapitre III, « Les yeux ouverts » :

que chacun d'entre nous. Il faut retrouver la simplicité des choix fondamentaux derrière ces faux mystères. »

Retrouver le peuple : louable et indispensable, cet objectif politique implique de porter un nouveau regard sur ce qu'il est convenu d'appeler le « populisme ». Un mot dont l'emploi, sur les lèvres et sous la plume de tant d'acteurs ou de commentateurs de la vie politique, n'est qu'une manière autorisée – recommandée, même – de chercher à salir ce peuple, précisément.

En finir avec « le racisme de l'intelligence »

Si aucune définition du phénomène – qu'elle émane de la philosophie, de la science politique ou de la sociologie – n'est parvenue à faire l'unanimité, un accord se dégage, toutefois, pour considérer le populisme comme une vision de la politique fondée sur l'opposition antagonique entre le peuple et les élites, les gouvernés et les gouvernants, les humbles et les puissants, les « petits » et les « gros », vision s'incarnant dans un style politique, celui d'une relation directe avec les masses, d'un « appel au peuple », d'une interpellation des élus, d'un refus, enfin, de la forme de consensus vers laquelle finissent fréquemment par converger les dirigeants des partis traditionnels dits « de gouvernement ». Cette approche *a minima*, si elle ne permet pas de cerner une doctrine « populiste », rend compte, en revanche, du caractère protéiforme de

212

cette mouvance politique : l'on distingue ainsi désormais un populisme de droite (l'« extrême droite »), un autre de gauche (l'« extrême gauche ») et même un « centropopulisme » (l'« extrême centre »), dont les deux principaux représentants européens sont, en France, Emmanuel Macron – qui a revendiqué à plusieurs reprises cette filiation¹, dont le « dégagisme », l'anti-élitisme paradoxal (suppression de l'ENA et de corps importants de l'État) et la dénonciation d'un « État profond »² attestent clairement de cette sensibilité –, et, en Italie, le Movimento 5 Stelle.

Loin de les gêner, cette imprécision sémantique et ce flou idéologique ravissent ceux qui se délectent du terme « populisme », car le mot leur sert moins à qualifier qu'à disqualifier. Ainsi, « populiste » – à l'image de « facho », auquel il s'apparente – est l'adjectif que l'on jette au visage de son adversaire afin de le faire taire ou de discréditer son propos. On veut, ce faisant, signifier que celui-ci serait à la fois un démagogue, un simpliste, un extrémiste, quand

1. Ainsi, entre autres, le 22 juin 2017, lors d'un entretien avec la presse européenne (*Le Figaro*, *Le Soir*, *Le Temps*, *The Guardian*, *Il Corriere della sera*, *El País*, *Süddeutsche Zeitung*, *Gazeta Wyborcza*) : « Beaucoup, à droite et à gauche, m'ont dit que j'étais populiste. Quand les partis sont fatigués, on s'étonne qu'on puisse parler au peuple ! Si c'est ça être populiste, ce n'est pas un mal [...] Ce qui épuise les démocraties, ce sont les responsables politiques qui pensent que leurs concitoyens sont bêtes » ; ou le 20 novembre 2018 à Louvain-la-Neuve : « Si être populiste c'est être avec le peuple, alors je prétends être populiste. »

2. Conférence des ambassadeurs, 27 août 2019.

213

ce n'est pas un complotiste. « Populisme », « populiste » : le recours dévoyé et instrumentalisé à ces vocables permet, en creux et en retour, de désigner leurs utilisateurs comme ce qu'ils sont – des conformistes qui se croient supérieurs et intelligents, pour la seule raison qu'ils sont diplômés (très raisonnablement, d'ailleurs, la plupart du temps). Condescendants et même insultants, donc, ils sont les illustrations du « racisme de l'intelligence » dénoncé par Pierre Bourdieu¹, cette forme singulière de racisme social développé par la bourgeoisie, depuis que celle-ci se définit par son niveau d'études et non, comme auparavant, par celui de ses revenus ou de son capital.

Certes, nul âge d'or n'a jamais connu de symbiose entre les couches aisées et le peuple. Jusqu'à peu, toutefois, ceux-ci se connaissaient, vivaient dans les mêmes villes, les mêmes quartiers, les mêmes immeubles – les « chambres de bonne » et les « escaliers de service » en attestent – et, à l'occasion, se fréquentaient. Avec la globalisation – qui écartèle les sociétés –, la fin du service militaire – qui a supprimé le brassage social et humain des jeunes gens –, la hausse faramineuse des prix de l'immobilier – qui a vidé le cœur des métropoles de ses ouvriers et de ses personnes modestes, les transformant en d'immenses bulles embourgeoisées –, et, surtout, l'apparition d'une vaste classe de diplômés de l'enseignement supérieur, une bourgeoisie d'un nouveau genre a vu le jour, ignorant superbement

1. *Le Monde diplomatique*, avril 2004.

les classes populaires, quand elle ne les méprise pas ouvertement.

Emmanuel Todd¹ a parfaitement résumé l'assise sociologique de ce nouveau racisme social : « Pour la première fois, les "éduqués supérieurs" peuvent vivre entre eux, produire et consommer leur propre culture. Autrefois, écrivains et producteurs d'idéologies devaient s'adresser à la population dans son ensemble, simplement alphabétisée, ou se contenter de parler tout seuls. L'émergence de millions de consommateurs culturels de niveau supérieur autorise un processus d'involution. Le monde dit supérieur peut se refermer sur lui-même, vivre en vase clos et développer, sans s'en rendre compte, une attitude de distance et de mépris vis-à-vis des masses, du peuple et du populisme qui naît en réaction à ce mépris. »

Annoncé et symbolisé par le dénigrement, qui se voulait drôle et qui n'était que ricanant, des « Deschiens », ce racisme social s'est prolongé par un processus de séparatisme social, à la fois géographique – la *gentrification* des centres-villes –, politique et électoral – deux France face à face – et, surtout, psychologique : une nouvelle logique censitaire, plus subtile mais tout aussi violente que l'ancienne, a, en effet, progressivement vu le jour, fondée sur le niveau d'études atteint, le nouveau cens étant constitué par le diplôme. Fondée sur le rôle clé dévolu au master et à la

1. Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Gallimard, 2008.

sélection qui en limite l'accès – ce diplôme ayant remplacé *de facto* l'ancien baccalauréat dans la mentalité bourgeoise comme dans la réalité sociale –, une nouvelle stratification éducative a favorisé « le développement d'un subconscient inégalitaire », dans le même temps où « l'accès à l'éducation supérieure est devenu l'un des enjeux de la lutte des classes » (Todd). C'est cette logique censitaire du *xxi*^e siècle qui a, consciemment ou inconsciemment, conduit les élites françaises à décider ou à accepter de revenir sur le choix du peuple français, pourtant nettement exprimé le 29 mai 2005, et à lui imposer ce TCE dont il avait signifié le refus, en faisant adopter le traité de Lisbonne.

Ne plus gouverner sans le peuple

Un fossé n'a cessé de se creuser entre ces nouvelles couches diplômées, mondialisées et métropolisées, et des classes populaires tenues en lisière de la culture symbolique dominante, de plus en plus étrangères à leur propre pays et dans leur propre pays. Cette bourgeoisie nouvelle – les « bobos », pour faire simple, mais en ayant à l'esprit que ces braves citoyens n'ont, et depuis longtemps, plus rien de « bohème » et presque tout du « bourgeois » – a fini par faire sécession d'avec ce peuple qu'elle ne côtoie plus, ne « calcule » plus, ne connaît plus et ne veut surtout plus connaître ni rencontrer. Ou, pour le dire avec la candeur de Raphaël Glucksmann : « Quand je vais à New York ou à Berlin, je me sens plus chez moi culturellement

que quand je me rends en Picardie. Et c'est bien ça le problème¹. » Effectivement. Que ce constat soit valable partout sur la planète ne constitue pas une consolation. Ainsi, à titre d'exemple, d'Israël, où l'on assiste à « une revanche des laissés-pour-compte face à la bourgeoisie intellectuelle et repue de Tel-Aviv, et d'une façon plus générale face aux élites ashkénazes laïques [...]. Ces élites ont malheureusement oublié qu'il y a des villes très pauvres dans le Sud [...] avec des familles nombreuses, des chômeurs et des personnes qui n'arrivent pas à finir le mois avec leurs salaires, dans un des pays les plus chers du monde. Qu'on regarde simplement qui a voté pour le Likoud ou pour l'extrême droite ! Tout est là, tout était prévisible² ».

Cette néo-bourgeoisie culturelle a les yeux rivés sur le « reste du monde ». Convertie au mondialisme, elle ne s'intéresse plus aux pauvres qui vivent dans le même pays qu'elle, mais se passionne pour le sort des misérables d'ailleurs, de loin, « les producteurs brésiliens de poulets » et « les producteurs rwandais de fleurs », chers à l'ancien commissaire européen Pascal Lamy³. Elle a détourné son regard de ces manants autochtones qui, il est vrai, n'ont pas l'avantage d'être exotiques, mais vivent ici, dans nos quartiers populaires surpeuplés ou nos campagnes abandonnées. Elle est ainsi l'héritière de l'aristocratie de la fin du *xviii*^e siècle, dont Rousseau démasqua l'hypocrisie :

1. *Arte*, 21 octobre 2018.

2. Ilan Greïssammer, *Le Monde*, 16 novembre 2022.

3. *Le Monde*, 10 avril 2020.

« Défiez-vous de ces cosmopolites qui vont chercher loin dans leurs livres des devoirs qu'ils dédaignent de remplir autour d'eux. Tel philosophe aime les Tartares, pour être dispensé d'aimer ses voisins » (*Émile*, 1762).

En ce sens, le « populisme » est « le nom commode sous lequel se dissimule la contradiction exacerbée entre légitimité populaire et légitimité savante, la difficulté du gouvernement de la science à s'accommoder des manifestations de la démocratie et même de la forme mixte du système représentatif. Ce nom masque et révèle en même temps le grand souhait de l'oligarchie : gouverner sans peuple, c'est-à-dire sans division du peuple : gouverner sans politique¹ ».

Gouverner sans politique, gouverner sans peuple : ce projet fou des élites dirigeantes, partout dans le monde, est né de la globalisation. Celle-ci, en contestant la légitimité des nations et des États qui en sont les incarnations, les a laissés rêver à l'avènement d'un nouveau monde. Un monde froid, définitivement débarrassé des passions collectives, seulement mû par les flux financiers et de marchandises, régi par le droit et structuré par les « effets d'échelle » – technologiques (les plates-formes), économiques (le marché « global »), politiques (les regroupements continentaux et au premier rang d'entre eux l'Union européenne) –, une « Terre plate ». Mais les peuples ont résisté, précisément : ils ont refusé de

1. Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, La Fabrique, 2005.

disparaître en se fondant dans le « grand troupeau » uniformisé qui devait être, dans cette perspective, leur avenir.

Le populisme doit ainsi être compris comme la revanche de la politique sur l'économie, sur l'économisme, sur la globalisation. Comme l'expression d'une demande de politique, de décision – et de l'autorité que celle-ci suppose –, de maîtrise de son destin collectif, de justice sociale, de possibilité de changement, d'efficacité de l'action publique, de loyauté des gouvernants, de démocratie en définitive. « Le populisme est la réponse du peuple à l'élitisme des élites », ainsi qu'en a jugé Jacques Julliard. Réponse à la nouvelle Sainte Alliance des « experts » et des « raisonnables » – ceux qui s'imaginent détenir la Raison, ceux qui traitent le peuple comme un petit enfant, à éduquer, à dresser. Laissons le soin de conclure à un ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, qui fut, en son temps, l'incarnation de l'élitisme : « Le populisme est un réflexe pour mettre fin à l'isolement politique des classes les plus modestes. Si on utilisait le terme populisme sans mépris, cela irait, mais on y ajoute l'idée que le peuple n'a pas le droit de penser. C'est une idée insupportable et fausse [...]. Le populisme est un effort du système démocratique pour donner une place plus large à l'expression populaire¹. »

1. *Le Parisien*, 6 avril 2019.

III- « Arrêtez de dire que “c’est plus complexe”

Extrait pris dans le chapitre III, « Les Yeux ouverts » :

– par principe et par nature – la vérité et que le peuple serait condamné – par principe et par nature – à l’erreur.

Énoncer et ne plus dénoncer

Purement intellectuelle, professorale, faisant la leçon aux citoyens qu’elle prend de haut, la posture de surplomb est non seulement prétentieuse, mais dangereuse, insupportable et contre-productive. Inefficace contre ce qu’elle prétendait abattre, elle a fini par ulcérer les femmes et les hommes qu’elle visait mais auxquels, en réalité, elle ne s’intéressait pas. Cette posture fut principalement, *essentiellement*, celle de la gauche. « Pourquoi tout ce qui est moral, conforme et conformiste, et qui était traditionnellement à droite, est-il passé à gauche ? [...] Le seul discours politique en France, aujourd’hui, est celui de Le Pen. Tous les autres sont des discours moraux et pédagogiques, discours d’instituteurs et de donneurs de leçons, de gestionnaires et de programmeurs [...]. Qu’est-ce qui commande à cet effet pervers, tel que la gauche est bloquée dans la dénonciation, alors que Le Pen garde le monopole de l’énonciation [...] ? » (Jean Baudrillard)¹.

Le sociologue a raison : la tentation croissante de voter pour le RN vient de ce que celui-ci apparaît comme le seul parti qui désigne – même outrancièrement et

1. *Libération*, 7 mai 1997.

brutalement – les problèmes du pays, qui lui tient un langage politique, alors que les autres partis semblent avoir définitivement adopté un discours moralisateur. Énonciation d’un côté ; dénonciation de l’autre. Ayant renoncé à la lutte contre la finance spéculative, ayant gobé l’« européisme » mitterrandien, ayant abdiqué devant la « mondialisation » telle qu’elle est, tout en prétendant vouloir « la maîtriser », devenue incapable de voir et de dire la réalité pour tenter de la changer, la gauche s’est réfugiée dans l’« antifascisme », auquel elle s’est rapidement réduite aux yeux du plus grand nombre et dans lequel elle a fini par se perdre.

Elle a oublié que dire les choses, décrire et qualifier la réalité, est la première étape du combat politique ; elle a oublié Camille Desmoulin et Jean Jaurès : « Le courage, c’est d’aller à l’idéal et de comprendre le réel. » Comprendre la réalité – impérativement –, afin de disposer d’une chance – peut-être... – de faire mouvement vers l’utopie, c’était la définition du socialisme. Oublié, lui aussi. Énoncer – les faits, la réalité – et non plus dénoncer – les propos, l’« immoralité » – est le seul moyen de regagner du terrain sur le RN. Il est irrationnel et irresponsable de refuser de qualifier les choses et les événements, de masquer la réalité ou de la nier, par peur d’« apporter de l’eau au moulin de l’extrême droite » ou de « reprendre le vocabulaire et les idées du RN ».

Placer sans cesse le RN au centre des discours politiques, en faire la référence constante du débat, ne plus examiner une question en tant que telle, mais en

se demandant systématiquement *d'abord* quelle est la position du RN pour, *ensuite*, en déduire *a contrario* la réponse à apporter, se condamner ainsi à ne plus appréhender le réel, et même à le réfuter ou à le nier, dès lors que le RN l'a qualifié, accorder ainsi à celui-ci le statut de maître du jeu et d'arbitre *de facto* de la vie politique, renoncer à penser et à énoncer par soi-même, s'abaisser, par conséquent, à se contenter de subir la loi d'un plus fort qui ne l'est que parce qu'on lui a concédé ce statut, revient à faire au RN le plus beau des cadeaux politiques : celui de notre démission, de notre soumission et celui de sa promotion.

C'est à cet indispensable retour de la politique qu'il est nécessaire de travailler – et vite, le temps presse. Dans cette perspective, il convient, en particulier, de mettre fin au culte contemporain de la « complexité » et de faire retour à une forme de simplicité – simplicité des analyses, des choix et des décisions.

En finir avec l'alibi de la « complexité »

Pas un article de presse, pas un commentaire politique, pas un séminaire d'entreprise qui ne fasse quotidiennement référence à la « complexité » de telle ou telle question – y compris parfois la plus saugrenue –, le plus souvent pour disqualifier un interlocuteur ou, à l'inverse et à l'instar d'Emmanuel Macron, afin de vanter sa

propre supériorité¹. Utile pour appréhender globalement et finement les rouages des sociétés développées, et rendant compte de la part considérable prise dans ces mêmes sociétés par la technique et l'économie, le concept de complexité² a connu une évolution regrettable. D'abord « libérateur », il est devenu « inhibant », car s'étant constitué en une « idéologie contemporaine », qui « altère nos capacités de compréhension, de décision et d'action, comme il entame notre sens des responsabilités »³. Idéologie, en effet, car composant un ensemble de croyances communes à un groupe d'acteurs, croyances jamais remises en cause car ayant acquis le statut de pensée dominante, à la fois totipotente et invisible, dont la principale fonction revient, au final, à asseoir le pouvoir de ceux qui y adhèrent, à légitimer leur discours et, surtout, à délégitimer ceux qui sont considérés comme des adversaires. Ce n'est donc pas une réalité – la complexité de notre monde – qui sera remise en cause ici, mais l'usage politique d'un concept sociologique dévoyé – la « complexité ».

« C'est bien plus complexe » est en effet devenu une antienne servant à moquer et à abaisser un contradicteur, en le ramenant à la position d'élève récalcitrant ou ignorant face à un maître subtil et détenteur, lui, de la

1. Faisant l'éloge de sa « pensée complexe », le 14 juillet 2017.

2. Qui connut son sacre avec la parution du livre d'Édgar Morin *Introduction à la pensée complexe*, Seuil, 1990.

3. Sophie Chassat, *Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine*, Fondation pour l'innovation politique, juin 2023.

connaissance. L'adjectif « complexe » signifiant alors en réalité « trop compliqué pour toi », et n'étant que la partie émergée d'un iceberg psychologique – le complexe de supériorité, précisément, de celui qui y a recours. Dans l'esprit de ce dernier, la « complexité » devient l'*ultima ratio*. Or invoquer la complexité représente, le plus souvent, autant le signe d'une suffisance, faite de manque de modestie, de mépris social, de volonté de cantonnement politique – d'inspiration profondément censitaire –, qu'une marque d'insuffisance. Suffisance de celui qui s'imagine au-dessus du lot et s'estime plus intelligent que celui auquel il fait mine de s'adresser¹. Insuffisance, car la simplicité reste un des moyens privilégiés d'accéder à l'entendement du monde, comme l'affirmèrent dès le xvii^e siècle les plus grands philosophes rationalistes, René Descartes avec ses « idées claires et distinctes », Baruch de Spinoza avec son critère de vérité évidente – *verum index sui et falsi*².

De même, tout l'effort de l'anthropologie structurale vise, devant le foisonnement des cultures, des mythologies, des pratiques sociales et des représentations religieuses, à « découvrir un ordre sous-jacent, une structure profonde par l'effet de laquelle on puisse rendre compte de cette diversité apparente », car, ainsi que l'a révélé Lévi-Strauss, « derrière le complexe il devait y avoir du

1. D'ailleurs, la « complexité » n'est peut-être là qu'un prétexte : ce qui est recherché, ne serait-ce alors pas la complexité en elle-même et pour elle-même, en ce qu'elle rendrait, pense-t-on, plus profond – plus désirable, qui sait ?

2. « C'est le propre du génie de procéder par les idées les plus simples » (Charles Péguy).

simple ». La raison d'être de l'intellectuel, du chercheur, du savant n'est pas de se prosterner devant la complexité, mais de travailler à réduire celle-ci. La complexité ne saurait être une idole à vénérer ; elle doit demeurer un obstacle à franchir.

En réalité, l'argument de la « complexité » est devenu une arme dans l'affrontement politique. Le dénonçant comme un « simplisme », les adversaires du « populisme » s'imaginent, en effet, qu'en se retranchant derrière la « complexité » des questions à traiter, ils assureront leur supériorité sur les « populistes simplistes ». Une arme à double tranchant, toutefois. Car en quoi consiste leur « pensée complexe », alors que leur credo est fondé sur des oppositions schématiques et factices ? Entre « complexité » et « simplisme », bien entendu, « progressisme » et « populisme », « Europe, garante de la paix » et « nationalisme, synonyme de guerre », « ouverture nécessaire » et « repli frileux », « raisonnables » et « radicaux ». Bien et Mal, pour tout dire – autant de dichotomies précisément simplistes, enfantines même. Les chantres de la « pensée complexe » sont ainsi les premiers à dégainer les formules les plus grossières, à s'y réfugier, afin non de débattre, mais de clore la discussion par l'intimidation, la disqualification et l'usage de l'argument d'autorité. Le plus grave n'est pourtant pas là. Le principal effet pervers de l'idéologie de la complexité consiste, en dénaturant et en caricaturant la belle idée de simplicité, à vider le politique de sa substance, à saper le

principe démocratique, à désespérer le citoyen et à exaspérer l'électeur.

La vocation du politique est, en effet, de simplifier – et de simplifier pour décider. La simplicité est la contrainte et le devoir du politique, sa grandeur aussi. Il s'agit d'apporter des solutions, ici et maintenant, à des questions – aussi complexes soient-elles. Car il ne s'agit pas d'évacuer la complexité de la réalité, mais, au contraire, de l'appréhender pleinement, sans toutefois jamais s'en trouver bridé, ligoté, et encore moins s'y complaire. L'étymologie latine de décider – *decidere*, de *caedere*, couper – nous le rappelle : le politique est celui qui tranche, dont la responsabilité est de régler une situation et non de l'étudier ou de l'expliquer. C'est César qui, dans l'incipit de *La Guerre des Gaules*, en gravant de son stylet sur sa tablette les noms « Belges » et « Aquitains », les distinguant *de facto* des « Celtes », fait naître officiellement « la Gaule ». Avant lui, c'est Salomon qui lève son couteau et menace de séparer l'enfant en deux pour faire jaillir la vérité, c'est Alexandre qui fend le nœud gordien de son épée.

Faire retour à la simplicité

Être un politique et faire de la politique, c'est donc simplifier. La politique est une activité humaine qui requiert, certes, diverses qualités intellectuelles, mais qui demeure irréductiblement d'ordre pratique ; et, opérant

264

homme d'action simplifie les problèmes », ainsi que l'a posé un homme de pure réflexion, Raymond Aron¹.

Cette spécificité rend compte des liens ambivalents que la politique et les politiques entretiennent avec l'histoire et la sociologie. Indispensables pour comprendre et resituer une problématique, ces disciplines sont précieuses. Sciences humaines, elles sont toutefois d'une autre nature que la politique – qui relève, on l'a rappelé, de la *praxis* – et ne sauraient être confondues avec elle. Un discours politique n'est pas une leçon au Collège de France ou un séminaire à l'EHESS. Une décision politique n'est pas une démonstration ou une interrogation ; elle nécessite l'écoute des acteurs en cause et l'analyse précise d'un problème ; mais, au final, elle renvoie celui qui la prend à ce qu'il est, irréductiblement, et, « en dernier ressort, la décision est d'ordre moral » (Charles de Gaulle). On comprend dès lors que, convoquées de façon inappropriée, histoire et sociologie puissent troubler et non plus éclairer l'acte politique. La remise en perspective historique peut ainsi conduire à une forme de relativisme : à quoi bon agir *hic et nunc* si l'on peut rappeler que, dans le passé, les choses étaient bien plus graves ? Visant à élucider les mécanismes sociaux, la sociologie, quant à elle, finit parfois par ajouter de la complication à la « complexité ». Pas davantage que la « perplexité » – que certains intellectuels aiment à cultiver –, la volonté de tout concevoir des ressorts sociologiques possibles d'une

1. *L'Espresso*, 31 mars 1979.

266

dans le domaine non de la spéculation mais de la vie et donc de l'action – celui pour lequel Descartes avait dégagé sa « morale par provision » –, dans ce domaine-là « tout ce qui est simple est faux. Tout ce qui ne l'est pas est inutilisable » (Paul Valéry). De Gaulle fut un génie simplificateur, comme le furent également Clemenceau, Churchill, Roosevelt (que l'on se rappelle *ses fireside chats*) ou Kennedy. L'appel du 18 Juin ou l'allocution radiodiffusée du 30 mai 1968 (« Eh bien non ! La République n'abdiquera pas, le peuple se ressaisira »), comme le « *I have nothing to offer but blood, toil, tears and sweat* » ou le « *Ich bin ein Berliner* », sont de magnifiques simplifications, qui énoncent la vérité d'un moment et d'une situation et qui, en l'énonçant, en décident. Dans un autre registre, le « père de l'Europe », Jean Monnet, pensait, lui aussi, que « les choses les plus importantes sont généralement simples, elles le sont si on veut qu'elles le soient¹. »

Simplifier, c'est faire le choix d'aller à l'essentiel, à ce qui compte, en écartant ce qui n'est que détail ou contingence et obscurcit le jugement ; c'est accepter de perdre, certes, de la diversité et de la richesse d'une configuration donnée, mais pour n'en retenir que le noyau dur, celui sur lequel fonder la décision ; c'est clarifier les situations car les peuples ont besoin qu'on leur présente les choses d'une façon claire ; et c'est pourquoi « tout

1. Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976.

265

décision n'est compatible avec l'activité politique : « Une capitulation est essentiellement une opération par laquelle on se met à expliquer au lieu d'agir » (Charles Péguy). Ajouter de la complication à la complexité, c'est également la tentation à laquelle succombe la technocratie – par son jargon, son approche générale et juridique, désincarnée, son goût de la procédure et sa volonté puérile de tout prévoir.

Née en même temps qu'une autre divinité contemporaine – la globalisation – dont elle est la sœur cadette, la déesse « complexité » voit ses innombrables prêtres l'invoquer en toutes circonstances, sans sembler percevoir l'arrière-fond idéologique qui est le sien. L'argument selon lequel la complexité des sociétés rendrait vaine l'action politique plonge, en effet, ses racines dans la pensée libérale la plus intégriste, celle de Friedrich von Hayek. Critique de toute vision prospective et volontariste – qualifiée par lui de « constructivisme » –, ce maître à penser a utilisé la « complexité » pour discréditer toute action politique. Seul l'« ordre spontané », celui produit par la « main invisible », était à ses yeux légitime et efficace, le reste étant censé nous conduire sans coup férir sur la « route de la servitude ».

Qu'il résulte de l'idéologie libérale, de la dérive technocratique, du nombrilisme de certains commentateurs ou, plus simplement et plus fréquemment, du conformisme intellectuel, le recours indu à l'argument de la « complexité » doit être interprété comme une intériorisation de

267

l'impuissance publique, de la passivité ou de la résignation, une acceptation tacite, voire une revendication, de l'inanité du politique, un asile de l'inaction et se révèle, *in fine*, un ferment de dissolution de la démocratie politique autant qu'un agent électoral du FN-RN. À ce titre il doit être combattu comme ce qu'il est, une coupable facilité de pensée ; et il convient de faire retour à la simplicité. Retour essentiel car, pour le dire avec les mots du général de Gaulle, « la simplicité est le plus court chemin vers la vérité ».

De la cécité volontaire

La vérité, précisément, est l'oxygène d'une démocratie. Bien entendu, la politique a ses propres lois et connaît des moyens spécifiques d'accéder et, surtout, de conserver le pouvoir : la force, la ruse, le secret, le calcul, la dissimulation et même le mensonge – Machiavel l'a magistralement démontré en nous enseignant les ressorts de la raison d'État (*ragione di stato*). Reste que, pour une nation, rien de solide ni de durable ne se construit sur la fausseté. Si Jonathan Swift avait raison quand il écrivait que « le mensonge vole et la vérité ne le suit qu'en boitant », cet avantage en effet ne dure pas et, telle la tortue de la fable, la vérité finit toujours par l'emporter. La vérité représente la première des puissances politiques. Elle seule est porteuse d'avenir. Toutefois, avant de la formuler aux autres et de la partager avec eux, encore faut-il être capable de voir, d'entendre, de lire, de comprendre cette vérité, celle des faits, celle de la réalité.

Or s'abstraire de ses convictions, de ses amours comme de ses haines, de ses préventions, de ses fascinations et de ses répulsions, de tous ces obstacles à une appréhension et à une compréhension justes des choses, se révèle un exercice ardu, désagréable, pénible même ; c'est un arrachement. Succomber à la tentation inverse, celle du confort intellectuel, du ronronnement moral, de l'évitement et, au final, de la pensée paresseuse, est si commode, si paisible, si doux ; c'est une confirmation. Aveuglés par leurs certitudes, par leur bonne conscience, par leur mauvaise conscience plus encore, par la tranquillité de leur vie et de leurs habitudes, soucieux d'abord et avant tout du jugement de leurs pairs, nombreux sont ceux qui finissent par avoir des oreilles pour ne pas entendre, des yeux pour ne pas voir, des cerveaux pour ne pas comprendre et des mains pour ne pas agir. Ils préfèrent se tromper par conformisme que prendre le risque de chercher la vérité.

Comment ne pas être frappé, à cet égard, au terme du retour sur les 40 dernières années effectué dans les pages qui précèdent, par l'extraordinaire capacité collective à ne pas voir, précisément, ce qui est pourtant là, sous nos yeux, à l'image de la « lettre volée » de la nouvelle d'Edgar Poe ? Les véritables moteurs de la montée du FN-RN, la réalité de la menace qu'il fait peser aujourd'hui, l'égarement des « réponses » – qui n'en sont précisément pas – apportées jusqu'ici, l'inanité de la « diabolisation » et de toute rhétorique moralisatrice, la nécessité de riposter sur le seul terrain politique, la vérité humaine de l'électorat RN, les raisons